



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

Analyse de contaminants dans les sédiments de la baie de l'Aiguillon

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP) (Articles L. 2123-1, ainsi que R. 2123-1-1°, R. 2123-4 et R. 2131-12)

Marché n° 2024-MAPA32

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE	3
1.2. ALLOTISSEMENT	3
1.3. PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : DURÉE ET LIEU D'EXECUTION :	3
LE DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS EST DE 6 (SIX) MOIS	3
ARTICLE 3 – PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 5 : PRIX	4
5.1 NATURE DES PRIX	4
5.2 - CONTENU DES PRIX	4
ARTICLE 6 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES	4
6.1 - AVANCE	5
6.2 PERIODICITE DES ACOMPTES	5
6.3 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES	5
6.4 – DELAI DE PAIEMENT	6
6.5 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	6
6.6 - RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	6
7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
7.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS	7
7.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	7
7.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	7
7.3 DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	7
ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	8
8.1 : NATURE DES OPERATIONS	8
8.2 : POINT DE DEPART DU DELAI POUR LES OPERATIONS DE VERIFICATION	8
8.3 : DELAI DE VERIFICATION	8
ARTICLE 9 – OPERATIONS D'ADMISSION	8
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	8
ARTICLE 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 12 : PENALITES	9
ARTICLE 13 : RESILIATION	9
ARTICLE 14 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	9
ARTICLE 15 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	10
ARTICLE 16 : ASSURANCES	10
ARTICLE 17 : DIFFERENDS	10
DEROGATIONS AU CCAG :	11

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché à procédure adaptée

Le présent marché a pour objet l'analyse de contaminants dans les sédiments de la baie de l'Aiguillon.

1.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

1.3. Procédure, forme et montant du marché

Le présent marché est conclu suite à une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1-1°, R.2123-4 et R.2131-12 du CCP.

Il s'agit d'un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire et mono-attributaire.

Le montant du marché correspond au montant global et forfaitaire de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire remplie par le titulaire.

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

ARTICLE 2 : DURÉE ET LIEU D'EXECUTION :

Le délai d'exécution des prestations est de 6 (six) mois.

Le démarrage des prestations est effectif à la notification du marché.

La durée du marché court de sa notification jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, conformément aux dispositions des articles 13.3.1. et suivants du CCAG-FCS.

Lieu d'exécution et/ou de livraison : RNN Baie de l'Aiguillon – La Prée Mizottière 85450 Sainte Radegonde des noyers.

ARTICLE 3 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra passer un ou plusieurs marchés, sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché, dans la limite d'une durée de trois ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire - DPGF), pour son prix global et forfaitaire et pour ses prix unitaires – les quantités n'étant pas contractuelles ;

- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa rédaction en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique).

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature de l'Acte d'Engagement entraînant leur acceptation.

En cas de contradiction, la pièce du rang le plus élevé prévaut. Une contradiction s'entend d'une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

L'acte d'engagement et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par l'acheteur fera foi.

ENGAGEMENTS UNILATERAUX DU TITULAIRE : À l'appui de son offre, le titulaire a présenté un mémoire technique qui crée des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire, dont celles au sein du mémoire technique, (telles que notamment des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux) ne pourra s'intégrer au présent marché.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le prix est global et forfaitaire, ferme et définitif.

5.2 - Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'AE et la DPGF sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

ARTICLE 6 : MODALITES ET REGLEMENT DES COMPTES

6.1 - Avance

Le présent marché pourra donner lieu au versement d'une avance, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Le titulaire indiquera dans son acte d'engagement s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article 11.1. du CCAG-FCS, l'option A s'applique pour ce marché.

Une avance est accordée aux titulaires du marché dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement. Le pourcentage de cette avance est fixé à 30%. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

6.2 Périodicité des acomptes

Le règlement des prestations s'effectuera par acomptes, selon les modalités suivantes :

- Premier acompte

Versé à la fin des trois premiers mois, sur présentation d'une facture détaillée accompagnée des justificatifs des prestations réalisées (par exemple, analyses en laboratoire ou travaux de valorisation). Cet acompte ne pourra excéder 50% du montant total du marché.

- Solde

Versé à la fin de la mission, après validation des livrables finaux, incluant le rapport d'analyse, la cartographie, et les données brutes.

Chaque demande devra être validée par le chef de projet, et le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de cette validation.

6.3 - Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales et celles mentionnées *infra*, selon les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIRET ou SIREN ou RNE du créancier ;
- le numéro d'identification TVA ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la référence du marché (2024-MAPA32) ;
- l'identité de l'acheteur (Office français de la biodiversité – 12 cours Lumière – 94300 Vincennes)
- la désignation et la quantité des prestations facturées ;
- le prix unitaire des prestations facturées ;
- le taux et le montant de la TVA, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- la date d'exécution des prestations
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;

- la date de facturation
- le numéro de la facture
- l'article du CGI si le créancier est non assujéti à la TVA ou pour des prestations non soumises.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à OFB, devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB ;
- le numéro d'engagement selon le format suivant : EJ/2024/XXXXXXXX¹ (à demander au chef de projet désigné).

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

6.4 – Délai de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

Le retard de paiement ne constitue pas une clause légale d'interruption des prestations.

6.5 - Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus.

6.6 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

¹ xxx/millésime/n° 7 caractères

7.1 Obligations du titulaire

7.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

7.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

7.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

7.3 Dispositions relatives à la lutte contre le travail illégal

Interdiction du travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi.

Sauf prestation d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetages, le titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Aussi, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3 du Code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des deuxièmes et quatrièmes paragraphes du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222- 2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérification s'effectuent selon les modalités du chapitre 28 du CCAG FCS.

8.1 : Nature des opérations

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

8.2 : Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Le point de départ du délai est la date de remise des livrables par le titulaire en version finale au pouvoir adjudicateur.

8.3 : Délai de vérification

Le pouvoir adjudicateur procédera aux vérifications et notifiera sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet, dans un délai de 15 jours ouvrés, par dérogation à l'article 28.2 et 30.1 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, la présence du titulaire n'est pas requise et l'acheteur ne l'informe pas de la date des opérations de vérification.

ARTICLE 9 – OPERATIONS D'ADMISSION

Les opérations d'admission s'effectuent conformément à l'article 29 du CCAG FCS, à l'exclusion des dérogations mentionnées. Un certificat d'admission des prestations sera transmis au titulaire.

Si les prestations sont seulement partiellement admises ou sont rejetées par l'OFB, le responsable du suivi des prestations en informe le titulaire sous 15 jours ouvrés et l'enjoint de les réaliser dans le délai qu'il fixe, par dérogation à l'article 29.2.1.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS sont pleinement applicables.

Le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection de la confidentialité et protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions du RGPD et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Sur demande, le titulaire fournit les documents nécessaires attestant qu'il a effectué toutes les démarches réglementaires auprès de la CNIL.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du code civil.

ARTICLE 11 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 (article 34 à 37) du CCAG FCS, relatives à l'utilisation des résultats élaborés dans le cadre du marché, sont applicables.

ARTICLE 12 : PENALITES

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Les pénalités de retard sont également applicables en cas de dépassement du délai de reprise des prestations après ajournement ou rejet.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS.

ARTICLE 13 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 34 à 37) du CCAG FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 14 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 15 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours (15) à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporels ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 46) du CCAG FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP) ² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun 43, rue du Général de Gaulle Case postale n° 8630 77008 Melun Cedex Téléphone : 01 60 56 66 30 Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr Site internet : http://melun.tribunal-administratif.fr/	
--	--

Déroptions au CCAG :

Article du CCAP introduisant la dérogation :	Article du CCAG auquel il est dérogé :
8.3	28.2, 30.1, 27.3
9	29.2.1
12	14.1.1, 14.1.1, 14.1.3

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

³ <https://www.micist.finances.gouv.fr/>